

"La France trop fragile pour des réformes radicales"... Petit classement des 7 candidats à la primaire de droite sur l'échelle de l'immobilisme chiraco-hollandais

Le premier débat de la primaire de la droite et du centre doit avoir lieu ce jeudi 13 octobre dans la soirée. Il sera diffusé sur TF1 et permettra à l'ensemble des candidats de s'exprimer sur le chômage et la sécurité.

Avec Jean Petaux

- Alain Juppé -

Jean Petaux : Note = 2 En amont des notations, je commencerais par une précision méthodologique générale : sont évaluées et notées ici les intentions affichées de mettre en place des réformes qui auraient pour effet de cliver la société française et/ou de la fracturer. La note la plus élevée (7) indique une forte intention et probabilité de clivage et de fracture. La note la plus faible (1) concerne le ou les candidats soucieux de ne rien brusquer en lançant les réformes surtout pour ne pas cliver la société française.

La notation apposée s'appuie essentiellement sur des représentations et ne peut se limiter qu'aux propos tenus par les uns et les autres. Autrement dit à analyser les discours qui sont souvent de purs "objets rhétoriques".

Revenons-en au maire de Bordeaux. Difficile de considérer qu'Alain Juppé manifeste des intentions de couper la France en 2 blocs antagonistes. Durablement marqué par les grandes grèves de 1995, Alain Juppé n'a semble-t-il pas envie de revivre une telle mobilisation hostile dès les premiers mois de sa présence à l'Elysée. Il a par ailleurs clairement dit dans les colonnes du journal "*Le Monde*" que le risque est grand d'une guerre civile en France si une partie de la société française se dresse contre une minorité. Mais, paradoxalement, il arrive parfois que l'on clive contre son gré.

Maxime Tandonnet : Note = 5 Alain Juppé a pour lui l'expérience de l'Etat. Son point fort tient à la vision de la présidence de la République, à la quelle il vaut rendre la hauteur et la dignité, tout en rejetant la perspective d'une nouvelle candidature en 2022. Il semble ainsi libérer l'espace pour un gouvernement digne de ce nom chargé de gouverner la France. Pourtant, l'histoire ne plaide pas toujours en sa faveur. Dans sa volonté de réformer les régimes spéciaux de retraite et la sécurité sociale fin 1995, comme Premier ministre, il s'était montré maladroit. Sa politique avait abouti au blocage du pays pendant trois semaines et à un retrait de l'essentiel de ses réformes. Il propose aujourd'hui des réformes bien plus radicales qu'en 1995, notamment la retraite à 65 ans. Comment s'y prendra-t-il? La question est pendante. Son style consensuel va-t-il se traduire par l'immobilisme pour ne déplaire à personne ou au contraire par une capacité de mobilisation nationale par delà les frontières partisanes? La question est posée... Sans réponse aujourd'hui. La grande chance d'un mandat d'Alain Juppé tient au choix d'un Premier ministre et à la restauration de la fonction gouvernementale qui est décisive pour réformer en profondeur une Nation, sachant qu'il est inconcevable de tout faire depuis l'Elysée. Cela, il semble en avoir pleinement conscience.

- Nicolas Sarkozy -

Jean Petaux : Note = 7 Si l'on s'en tient au discours et aux propos de campagne, Nicolas Sarkozy n'a absolument pas peur du conflit et de projeter deux parties de la France l'une contre l'autre. Son discours est clivant mais son attitude présidentielle entre 2007 et 2012 est plutôt aux antipodes de cela... Il a passé ses cinq années à l'Élysée en faisant sienne la maxime du "père Queuille" : *"Il n'y a très peu de dossier qui ne connaisse sa propre solution, sans rien faire et surtout sans dresser une population contre une autre"*. Donc Nicolas Sarkozy peut très bien être virulent dans la forme et mou dans la résolution et dans la pratique.

Maxime Tandonnet : Note = 5 Nicolas Sarkozy est un peu dans la situation inverse de celle d'Alain Juppé. Il semble que quelque chose d'essentiel lui échappe quant à la nature de la fonction présidentielle: la hauteur de vue, la fixation d'un cap, tandis que le gouvernement de la France incombe à un Premier ministre et des Ministres responsables devant le Parlement. Vouloir tout faire de l'Élysée transforme le chef de l'État en bouc émissaire national, le condamne à l'impopularité et démotive tous les autres acteurs. En revanche, malgré ce défaut, l'expérience plaide en sa faveur. La plupart des réformes qu'il avaient annoncées dans son programme de 2007, il les a faites: défiscalisation des heures supplémentaires, fiscalité de l'héritage, peines planchers, rétention de sûreté, autonomie de l'université, etc. Lors de la réforme des retraites en 2010, il a su combiner le dialogue et la fermeté avec une habileté rare pour réussir malgré des obstacles gigantesques à faire passer la retraite à 62 ans. Il a fait ses preuves en tant que réformateur. Il pourrait faire beaucoup mieux en sachant davantage déléguer et insuffler énergie et confiance à un gouvernement chargé de démultiplier l'action sur le terrain.

- François Fillon -

Jean Petaux : Note = 7 C'est peut-être celui qui pourrait le plus fracturer le pays. Quand vous annoncer aux Français que vous êtes *"à la tête d'un gouvernement d'un État en faillite"* vous pouvez très bien estimer qu'il n'y a pas d'autre choix pour sortir de cet état de faillite que celui qui consiste à mettre en place des mesures radicales et forcément cliver voire fracturer au titre du *"Sang et des Larmes"* aux accents churchilliens. Il faut se méfier des politiques apparemment ennuyeux : ils peuvent être de redoutables pourfendeurs.

Maxime Tandonnet : Note = 4 Si l'on s'en tient à la stricte capacité à accomplir des réformes, François Fillon montre de nombreux avantages. Il a des qualités de chef de l'État potentiel: une certaine discrétion qui contraste avec la logorrhée actuelle, une capacité de hauteur et de recul. Le rejet de l'idée d'une seconde candidature en 2022 est à son honneur, montrant une personnalité déterminée à faire de son mieux en 2017-2022 sans l'ambition de ses représenter. Il est capable d'écoute et de dialogue social. Ainsi, il a réussi une première réforme des retraites en 2003 qui s'annonçait extrêmement difficile. Son programme est généralement considéré comme le plus sérieux, le plus travaillé même s'il peut sembler parfois excessif, à l'image de la suppression annoncée de 600 000 fonctionnaires. Lesquels: policiers? professeurs? personnels médicaux? Certains notent chez lui des signes d'indécision et d'attentisme, à l'image de son attitude effacée sous la présidence Sarkozy. Un mystère plane sur sa personnalité profonde, expliquant sa stagnation dans les sondages.

- Bruno Le Maire -

Jean Petaux : Note = 3 Le Maire est un démagogue qui s'adore. Au sens littéral du mot, il conduit le peuple là où ce dernier souhaite aller. Ce n'est pas très clivant comme démarche mais il peut aussi s'enfermer dans une "posture" soit disant "morale" et ainsi fracturer clairement la société française parce qu'il aura adopté une approche manichéenne.

Maxime Tandonnet : Note = 3 L'atout de Bruno Le Maire est d'incarner le renouvellement de la classe politique. Il a beaucoup de bonnes idées, comme le non cumul des mandats. Il est capable d'exemplarité, comme il l'a montré en démissionnant de la fonction publique au bout de son second mandat parlementaire. Cependant, ministre à plusieurs reprises sous le mandat de Sarkozy, aucune grande réforme spectaculaire n'est à mettre à son actif. Ce n'est pas qu'il n'en soit pas capable, mais simplement qu'il n'a pas eu l'opportunité de démontrer sa capacité à réformer, c'est-à-dire à tenir fermement le gouvernail dans la tempête. Nul ne peut dire ce qu'il en est. L'importance qu'il donne au paraître, à l'image de sa personne, ne donne pas obligatoirement le sentiment d'une personne prête à affronter la violence de la société française. A priori, on a du mal à l'imaginer dans la tourmente, faisant acte d'autorité, au risque d'endommager son image.

- Nathalie Kosciusko-Morizet -

Jean Petaux : Note = 2 C'est celle qui a le moins développé son programme jusqu'à maintenant. Son style, les représentations qu'elle porte tout concourt à faire d'elle une "non-clivante".

Maxime Tandonnet : Note = 3 Elle est un peu dans le même schéma que Bruno Lemaire. Elle incarne le renouveau de la classe politique, son rajeunissement, ce qui est évidemment très positif. Elle a beaucoup de bonnes idées. Pour autant, sa posture politique ne semble pas la prédisposer à un mandat présidentiel. Elle montre le souci de plaire aux médias, de coller à l'air du temps médiatique, ultra-libérale sur le plan économique et sur les sujets de société. Cette politique de l'image personnelle ne favorise pas le volontarisme et la détermination face à l'obstacle, à la critique et au risque de violent lynchage médiatique qui s'attache à toute forme d'exercice de l'autorité et d'action en faveur du bien commun.

- Jean-François Copé -

Jean Petaux : Note = 5 Généralement très abrupt dans la forme et dans le fond des propos, Jean-François Copé pourrait être un "clivant" structurel appréciant peu les débats en amont et la concertation, d'où le risque non négligeable d'une fracture sociale forte.

Maxime Tandonnet : Note = 4 Jean-François Copé est un vrai homme d'action. Il l'a montré par son activisme qui a conduit à l'interdiction du "voile intégral" en 2010. Il montre une vraie volonté de réforme et une conscience de la difficulté qui transparaît dans la méthode de gouvernement qu'il propose: agir par ordonnances. Il a aussi l'avantage de ne pas être obsédé par son image médiatique et par ce que pensent de lui les médias parisiens. Cependant son problème avec l'opinion publique est réel et rend difficilement concevable un mandat présidentiel qui suppose pour être réussi, un climat de confiance entre le chef de l'Etat et la Nation.

- Jean-Frédéric Poisson -

Jean Petaux : Note = Hors concours. Jean-Frédéric Poisson est nettement moins clivant que sa "leader-fondatrice", Christine Boutin. Le fait qu'il soit un total inconnu rend inopérante une quelconque notation.

Maxime Tandonnet : Note = 2 Son absence d'expérience de l'Etat ne semble pas le prédisposer à la mission de président de la République et son projet, axé sur l'abrogation du droit au mariage homosexuel, semble peu réaliste au regard des risques de déchirure supplémentaire de la société française et des priorités du moment .